

REVUE DU M|A|U|S|S

S E M E S T R I E L L E

N° 30

SECOND SEMESTRE 2007

Vers une autre
science économique ?
(et donc un autre
■ monde) ?

REVUE DU M|A|U|S|S

S E M E S T R I E L L E

Mouvement anti-utilitariste dans les sciences sociales

Indépendante de toute chapelle comme de tout pouvoir financier, bureaucratique ou idéologique, *La Revue du MAUSS*, revue de recherche et de débat, œuvre au développement d'une science sociale respectueuse de la pluralité de ses entrées (par l'anthropologie, l'économie, la philosophie, la sociologie, l'histoire, etc.) et soucieuse, notamment dans le sillage de Marcel Mauss, d'assumer tous ses enjeux éthiques et politiques.

Directeur de la publication : Alain Caillé.

Secrétaire de rédaction : Philippe Chanial.

Conseillers de la direction : Gérald Berthoud, François Fourquet, Jacques T. Godbout, Ahmet Insel, Serge Latouche.

Conseil de publication : Jean Baudrillard, Hubert Brochier, Giovanni Busino, Cornelius Castoriadis (†), Henri Denis, Vincent Descombes, François Eymard-Duvernay, Mary Douglas, Jean-Pierre Dupuy, Michel Freitag, Roger Frydman, Jean Gadrey, Marcel Gauchet, André Gorz, Chris Gregory, Marc Guillaume, Philippe d'Iribarne, Stephen Kalberg, Pierre Lantz, Bruno Latour, Claude Lefort, Robert Misrahi, Edgar Morin, Thierry Paquot, René Passet, Jean-Claude Perrot, Jacques Robin, Paulette Täieb, Philippe Van Parijs, Annette Weiner (†).

Anthropologie : Marc Abélès, Mark Anspach, Cécile Barraud, David Graeber, Roberte Hamayon, André Itéanu, Paul Jorion, Philippe Rospabé, Gilles Séraphin, Lucien Scubla, Michaël Singleton, Camille Tarot, Shmuel Trigano.

Économie, histoire et science sociale : Geneviève Azam, Arnaud Berthoud, Éric Bidet, Genauto Carvalho, Pascal Combemale, Annie L. Cot, Alain Guéry, Marc Humbert, Jérôme Lallement, Jean-Louis Laville, Vincent Lhuillier, Jérôme Maucourant, Gilles Raveaud, Jean-Michel Servet.

Écologie, environnement, ruralité : Pierre AlphanDéry, Marcel Djama, Jocelyne Porcher, Éric Sabourin, Wolfgang Sachs.

Paradigme du don : Dominique Bourgeon, Mireille Chabal, Sylvain Dzimira, Anne-Marie Fixot, Pascal Lardelier, Paulo Henrique Martins, Henri Raynal, Julien Rémy, Dominique Temple, Bruno Viard.

Philosophie : Jean-Michel Besnier, Francesco Fistetti, Marcel Hénaff, Michel Kaïl, Philippe de Lara, Christian Lazzeri, Pascal Michon, Chantal Mouffe.

Débats politiques : Cengiz Aktar, Antoine Bevort, Pierre Bitoun, Jean-Claude Michéa, Jean-Louis Prat, Joël Roucloux, Alfredo Salsano (†), Patrick Viveret.

Sociologie : Norbert Alter, David Alves da Silva, Rigas Arvanitis, Yolande Bennarrosh, Michel Dion, Denis Duclos, Françoise Gollain, Aldo Haesler, Annie Jacob, Michel Lallement, Christian Laval, David Le Breton, Louis Moreau de Bellaing, Sylvain Pasquier, Ilana Silber, Roger Sue, Frédéric Vandenberghe, François Vatin.

Les manuscrits sont à adresser à : MAUSS, 3 avenue du Maine, 75015 Paris.

**Revue à comité de lecture international,
publiée avec le concours du Centre national du Livre.**

ISBN : 978-2-7071-5362-3

ISSN : 1247-4819

Vers une autre science économique (et donc un autre monde) ?

ALAIN CAILLÉ 5 Présentation

I. Vers une autre science économique (et donc un autre monde) ?

1. VERS UNE ÉCONOMIE POLITIQUE INSTITUTIONNALISTE ?

- ALAIN CAILLÉ *et alii* **33** Un quasi-manifeste institutionnaliste, suivi de Vers une économie politique institutionnaliste ?
- BERNARD CHAVANCE **49** L'expérience post-socialiste et le résistible apprentissage de la science économique
- BERNARD CHAVANCE **64** L'économie institutionnelle entre orthodoxie et hétérodoxie
- PASCAL COMBEMALE **71** L'hétérodoxie encore : continuer le combat, mais lequel ?
- NICOLAS POSTEL **83** Hétérodoxie et institution

2. DE QUELQUES ENTRÉES ÉCONOMIQUES ALTERNATIVES ET COMPLÉMENTAIRES

- PAUL JORION **117** Prix, vérité et socialité
- MICHEL RENAULT **138** Une approche transactionnelle de l'action et de l'échange : la nature d'une économie partenariale
- GORAN HYDEN **161** L'économie de l'affection et l'économie morale dans une perspective comparative : qu'avons-nous appris ?
- KAZUHIKO SUGIMURA **185** Les paysans africains et l'économie morale
- ÉRIC SABOURIN **198** L'entraide rurale, entre échange et réciprocité

3. DE QUELQUES IMPLICATIONS POLITIQUES.

ENTRE PROTECTIONNISME, COSMOPOLITISME ET INTERNATIONALISME

- François FOURQUET **219** Lettre à un jeune doctorant. Sur la causalité en économie
- Jacques SAPIR **227** Libre-échange, croissance et développement : quelques mythes de l'économie vulgaire
- Jean-Luc GRÉAU **248** Le capitalisme est-il maîtrisable et réformable ?
- Deogratias F. RUTATORA et Stephen J. NINDI **262** Économie morale et développement endogène : le cas de la société matengo (Tanzanie)
- Francesco FISTETTI **279** Justice sociale, justice globale et obligation de donner
- Marc HUMBERT **301** Circonscrire la place du marché. Commentaires autour d'un texte de Pierre Calames

II. Libre revue

- Stephen KALBERG **321** L'influence passée et présente des « visions du monde ». L'analyse wébérienne d'un concept sociologique négligé
- Henri RAYNAL **353** Louée soit l'illusion ! (Maya n'existe pas)
- Cosimo ZENE **367** Don et vendetta en Sardaigne
- Alain CAILLÉ **393** Ce qu'on appelle si mal le don...
- Gérard TOULOUSE **405** Le mouvement éthique dans les sciences
- Shuo YU **417** Aperçu transculturel de trois rencontres Europe-Chine
- Mary DOUGLAS **438** La pauvreté comme problème de liberté
- Sandrine AUMERCIER **452** Edward L. Bernays et la propagande
- David LE BRETON **470** Avoir question à tout : les sciences sociales...
- Tableau d'honneur **491** Tableau d'honneur du MAUSS à Jean-Marie Tremblay
- Lectures **496** Michel TERESTCHENKO sur J. T. Godbout, Alain CAILLÉ sur Jean Duvignaud, Pierre PRADES sur Sylvie Goulard, **511** et d'autres comptes rendus d'ouvrages.
- Résumés et abstracts **531**
- Les auteurs du numéro **546**
- Réunions-débats **548**

Présentation

par Alain Caillé

Quand donc cesserons-nous de prendre les problèmes à l'envers et d'interpréter à contresens les relations entre les sciences sociales et la réalité des sociétés historiques ? Quand donc, autrement dit, refuserons-nous enfin de croire sur parole tout ce que l'appareillage institutionnel des sciences sociales – structures d'enseignement et de recherche, manuels de méthodologie et d'épistémologie, instances d'évaluation, de gestion des carrières et de promotion, etc. – vise à nous faire accroire : existeraient, hermétiquement séparés, d'un côté la réalité objective et historique des sociétés humaines et, de l'autre, des discours portant sur elles. Ces derniers ne pourraient être qualifiés de scientifiques que dans l'exacte mesure où ils sont axiologiquement neutres, indifférents aux valeurs, et uniquement soucieux de rendre compte d'une réalité historique indépendante d'eux, avec laquelle ils n'interfèrent en rien et sur laquelle ils n'exercent aucune influence substantielle.

Cette représentation à laquelle presque tout le monde croit ou affecte de croire dans le monde des sciences sociales – si soucieuses d'essayer de ressembler aux sciences de la nature – ne tient pas debout un instant. L'évidence historique est que les sciences sociales ont bien moins interprété et décrit objectivement le monde moderne qu'elles n'ont contribué à son édification et à sa transformation¹. Dans le façonnage de ce dernier, elles ont joué un rôle qui

1. Conformément en somme à la célèbre onzième thèse de Marx sur Feuerbach : « Les philosophes n'ont fait *qu'interpréter* le monde de différentes façons, ce qui importe, c'est de le *transformer*. »

n'est sans doute pas moins important que celui du christianisme dans le modelage de l'Europe. Cela n'est nullement contradictoire avec leur vocation de connaissance. Au contraire même. Il y a des chances que l'on comprenne et analyse mieux une réalité que l'on a soi-même fortement contribué à créer que des faits totalement étrangers. Et d'ailleurs le christianisme lui aussi, comme toutes les religions, n'était pas exclusivement prescriptif, il offrait également une explication du monde. La différence, bien sûr, est que les religions subordonnent toute visée de compréhension à l'énonciation de normes de conduite, qu'elles n'émettent de jugements de réalité qu'accordés et subordonnés à leurs jugements de valeur, là où les sciences sociales, lorsqu'elles débouchent sur des jugements de valeur, le plus souvent implicites et non assumés comme tels, entendent ou prétendent les déduire de jugements de fait, de réalité ou de rationalité. Mais cette dépendance proclamée de la dimension normative à la visée cognitive n'a nullement interdit aux sciences sociales de jouer le rôle d'accoucheuses symboliques de la modernité. La caractéristique la plus saillante des sociétés modernes n'est-elle pas justement qu'elles espèrent pouvoir s'édifier et fonctionner en se passant de toutes les valeurs héritées, sans ou contre elles – qu'elles les liquident purement et simplement ou qu'elles ne leur accordent plus qu'un rôle marginal et quasiment folklorique ? Être des sociétés hors valeurs de même qu'on pratique l'élevage hors sol² ?

Dans ce rôle d'accoucheuses de la modernité, toutes les sciences sociales n'ont pas eu la même importance à tous les moments et dans tous les pays. Considéré sur longue période, disons depuis deux siècles et demi, il ne fait guère de doute toutefois que le rôle principal, éminent, déterminant a été joué par la science économique. Ou, plutôt, par l'économie politique peu à peu transmuée en science économique. C'est elle qui est devenue la vraie religion révélée, l'authentique remplaçante et héritière du christianisme (avec lequel elle entretient d'ailleurs des liens historiques, culturels, métaphysiques et psychologiques étroits). Par rapport à elle, les autres sciences sociales, histoire, sociologie ou anthropologie, auront oscillé entre le rôle d'adjuvants, d'équivalents du clergé

2. Comme l'explique de manière lumineuse Jean-Claude Michéa dans son dernier livre, *L'Empire du moindre mal* [2007].

régulier par rapport au clergé séculier et à l'institution ecclésiastique, ou celui d'hérésies potentielles ou consommées.

Disons les choses plus simplement et synthétiquement : le monde moderne est dans une large mesure la réalisation du rêve (*the dream come true*), de la prophétie et de la prédication de la science économique. Jusqu'au cauchemar parfois. Et cela devient chaque jour plus vrai, à l'échelle de la planète, où plus rien d'autre ne semble doté de réalité que les contraintes économiques et financières, que la recherche de l'enrichissement personnel et matériel. Face à elles, tout – toute valeur, toute croyance, toute action menée pour elle-même, pour le plaisir, toute existence qui n'est pas vouée à la recherche de l'utilité –, tout semble désormais illusoire, inopérant, n'en valant pas la peine, superflu, irréel.

Comment interpréter ce triomphe de la norme économique généralisée ? Deux types de réponse sont possibles : la première, la plus tentante, surtout pour les économistes, pour le monde des affaires et de la finance, dirait que si la science économique triomphe dans la réalité, c'est tout simplement parce qu'elle est vraie, scientifique, parce que c'est elle qui rend le mieux compte de la nature de l'homme et du monde objectif. La seconde, celle que les lignes qui précèdent ont esquissée, dirait au contraire qu'elle n'est vraie et scientifiquement fondée que pour autant que le monde se conforme peu à peu à ses énoncés. Pour la première – thèse du rôle constatif de la science économique –, la science économique ressemble de plus en plus au monde. Pour la seconde – thèse de son rôle performatif –, c'est le monde qui lui ressemble de plus en plus.

Au premier abord, le choix entre ces deux interprétations du statut épistémique de la science économique est à peu près indécidable, puisque plus la science économique parvient à modéliser la réalité – vérifiant la thèse performative – et plus elle devient vraie – corroborant la thèse constatative. C'est avec le fameux Consensus de Washington qui, dans le sillage de la contre-révolution néolibérale, unifiait les doctrines du Fonds monétaire international et de la Banque mondiale, que la coalescence des deux visions possibles du rôle de la science économique a pu sembler définitivement achevée. Tout convergait alors dans la théorie du TINA, *There is no alternative*. Pas d'alternative aux nouveaux préceptes de politique économique prônant une dérégulation généralisée au nom de l'idée que toutes les régulations étatiques, politiques ou

syndicales, tendent à la formation de bureaucraties inefficaces et sous-optimales, et que seul le marché auto-organisé et autorégulé produit cette bonne coordination entre les agents économiques qui garantit la prospérité générale. Pas d'alternative non plus à la science économique standard, partout enseignée à l'identique dans le monde et qui semblait avaliser directement ledit Consensus. Or même s'il a fait long feu, s'il s'effrite de toutes parts, le couplage de ce qui reste du Consensus de Washington et de la science économique standard fait toujours figure de norme, à tel point que tout ce qui s'y oppose semble encore relever de l'exception, de l'hérésie ou du cas particulier.

Vers une économie politique institutionnaliste ?

Mais par quelque bout donc qu'on prenne les problèmes, une chose est certaine : il est vain d'imaginer l'éventualité d'un autre monde, d'un monde qui refuserait de se soumettre intégralement aux normes de la spéculation financière, si l'on ne commence pas à envisager la possibilité d'une autre science économique que la science économique dominante. Un autre monde ne sera possible que si une autre science économique l'est également. Elle en est la condition à coup sûr non suffisante, mais absolument nécessaire. Or le paradoxe, c'est que cette autre science économique n'est pas seulement possible, mais qu'elle existe déjà pleinement. Ou au moins par pans entiers. La seule chose qui lui manque vraiment n'est pas l'existence, mais la conscience de cette existence. C'est autour de ce paradoxe, et pour tenter de le surmonter, que tourne ce numéro de *La Revue du MAUSS*.

Pour prendre la pleine mesure de ce paradoxe, il faut d'emblée en affronter un autre : la science économique standard reste ultra dominante dans toutes les organisations internationales, dans les organismes de recherche et dans les établissements d'enseignement supérieur du monde entier, alors qu'elle est à peu près intégralement réfutée et que d'une certaine manière plus personne n'y croit plus vraiment (là aussi les parallèles avec certains épisodes de l'histoire religieuse sont d'ailleurs frappants). Que reste-t-il de la théorie de l'équilibre général, de la firme, du consommateur, des avantages comparatifs, des modèles de rationalité ou de l'espoir de surmonter

les apories du dilemme du prisonnier ? À peu près rien, et pourtant l'édifice est toujours debout³. Imagine-t-on un bâtiment dont toutes les fondations et tous les étages inférieurs auraient été détruits et qui pourtant serait toujours là, comme suspendu en l'air et conservant inchangée sa splendeur d'antan ? Comment expliquer un tel mystère ? Un double mystère plutôt : une théorie à laquelle personne ne croit, mais à laquelle tout le monde croit quand même ; une théorie intégralement réfutée, mais qui passe pourtant pour la plus scientifique de toutes les théories en science sociale. Deux explications viennent à l'esprit. Toutes deux assez déconcertantes.

La première est que la science économique standard repose sur une série d'axiomes qui présentent la particularité d'être à la fois totalement réfutables, et d'ailleurs réfutés, et en même temps parfaitement irréfutables parce qu'intrinsèquement tautologiques. Irréfutable le postulat que les sujets humains visent toujours à satisfaire au mieux leur intérêt propre puisque, s'ils semblent viser le contraire en se montrant « altruistes », il est toujours loisible d'affirmer que c'est parce que tel est leur intérêt, leur préférence. Irréfutable l'affirmation que si des marchés sont en équilibre parce que chacun y trouve son compte, alors ils sont en équilibre et chacun y trouve son meilleur compte possible. Ça ne se passe pas comme ça dans la réalité ? C'est la preuve que la théorie est réfutable et donc scientifique. Si on affirme en effet avec Karl Popper que le signe distinctif d'une théorie scientifique, par différence avec les discours religieux ou métaphysiques, c'est d'être structurellement ouverte à la réfutabilité, alors la théorie économique est la plus scientifique de toutes les théories possibles. Le destin de la science économique est en effet étrange. Ne vit-elle et ne prospère-t-elle pas en somme de et sur ses propres réfutations ? Mais, paradoxalement, plus elle s'autoréfute, *i.e.* plus elle démontre l'impossibilité d'une approche uniquement économique, close et autoréférentielle des problèmes économiques, et plus elle semble se renforcer. Comme le capitalisme, en somme. Ce rapprochement n'est pas fortuit. Ce qui a fait la force de la science économique standard, *mainstream*,

3. On trouvera de bonnes et utiles synthèses sur cette réfutation générale de la science économique standard dans Jacques Sapir, *Les Trous noirs de la science économique* [2000], Bernard Maris, *Antimanuel d'économie* [2003] et, tout récemment, Bernard Guerrien, *L'Illusion économique* [2007].

c'est sa plasticité même, son infinie capacité à réduire et à traduire toute question du monde réel en un langage formel, mathématisable et donc apparemment rigoureux, de même que ce qui produit la puissance du capitalisme, c'est sa capacité à ramener *in fine* toute réalité à la mesure de sa productivité et de sa rentabilité. D'où l'alliance étroite et qui a pu sembler un temps indissoluble, au-delà de l'air du temps idéologique, entre la science économique telle qu'on l'enseigne un peu partout dans le monde, la science économique standard, et le néolibéralisme. Affinité élective qui a culminé, on l'a dit, avec le Consensus de Washington.

Reste que pour K. Popper, ce qui fait la scientificité d'une théorie, on le sait, c'est sa réfutabilité, pas le fait qu'elle est effectivement réfutée ! Or si l'on passe outre son irréfutabilité formelle, il est peu douteux que la théorie économique standard est substantiellement réfutée. De part en part. Les développements de l'économie expérimentale par exemple attestent à l'envi qu'à l'exception peut-être des étudiants de science économique, fort peu de sujets humains normalement constitués se conduisent de manière conforme à ses prévisions. Et tout le monde sait bien désormais, notamment grâce à Joseph Stiglitz, ancien directeur adjoint de la Banque mondiale, que les préconisations du Consensus de Washington ont été à peu près partout fortement inefficaces et contre-productives quand elles n'ont pas, trop souvent, suscité des désastres.

@ >>> On lira ici, ou plutôt dans la version électronique de ce numéro⁴, sous la plume de *Bernard Chavance*, un compte rendu particulièrement éclairant de l'échec des théories de la transition du socialisme au capitalisme directement dérivées dudit Consensus.

Il y a donc une autre raison que son irréfutabilité tautologique au maintien de la puissance symbolique et institutionnelle de la

4. « Dans la version électronique de ce numéro ». Depuis le dernier numéro, *La Revue du MAUSS semestrielle* est en effet devenue revue électronique, dans son format habituel, de l'ordre de 500 pages. Ce format était devenu trop lourd pour l'édition normale et peu attractif pour le grand public. Il nous fallait pourtant le conserver si nous voulions, comme par le passé, pouvoir traiter le thème central du numéro dans toute son ampleur et faire droit à sa complexité. La solution adoptée a été d'en faire une revue électronique et d'en tirer une version abrégée de 250 à 300 pages ne comportant que les articles les plus aisément accessibles à un public non universitaire. La présentation est commune aux deux versions, mais indique par le sigle @ >>>, un filet et un retrait les articles qu'on ne trouve que dans la version électronique.

théorie standard. Cette autre raison, comme le souligne à juste titre *Pascal Combemale*, qui insiste depuis longtemps sur le rôle performatif de la science économique – sur le fait qu'elle crée la réalité qu'elle est censée décrire –, est qu'on ne critique vraiment que ce qu'on remplace. Or, face au bloc apparemment monolithique de la science standard, les écoles économiques hétérodoxes apparaissent extraordinairement dispersées – pullulement d'écoles plus ou moins importantes, cultivant leurs particularismes et jalouses de leurs spécificités souvent largement illusoirs. C'est d'abord cet éparpillement de l'opposition qui fait toute la force du paradigme standard. Or une telle fragmentation n'a aucune raison d'être proprement théorique et scientifique, car sur tout un ensemble de propositions de base, non triviales et non tautologiques, la quasi-totalité des écoles non standard, « standard étendues » (pour reprendre la terminologie d'Olivier Favereau) ou hétérodoxes se retrouvent largement d'accord. C'est l'existence de ce large accord que vise au premier chef à montrer et à réaliser ce numéro de *La Revue du MAUSS*, organisé autour de ce qu'en opposition contrapuntique au défunt Consensus de Washington il est permis d'appeler la *Consensus de Djakarta*.

Force est ici d'entrer un peu dans la petite histoire (racontée plus en détail par *Alain Caillé* en introduction à un « quasi-manifeste » pour une économie politique institutionnaliste). À la suite d'un voyage comparable déjà effectué en Chine en 2005, nous fûmes conviés en juillet 2006, Robert Boyer, Éric Brousseau, Olivier Favereau et moi-même, à présenter en Indonésie les analyses de quatre « écoles économiques hétérodoxes françaises » à des universitaires et des hommes et femmes politiques indonésiens fortement soucieux de desserrer l'emprise du paradigme économique standard sur les universités indonésiennes et de prendre leurs distances avec les préconisations néolibérales qui ont purement et simplement ruiné leur pays en 1997 (suite à leur application, le taux de chômage est passé de 2 à 35 % et près de la moitié des entreprises ont disparu). À l'occasion des divers exposés que nous fîmes devant divers publics non spécialisés, il apparut très vite que dès lors qu'on n'entre pas dans le détail des analyses des uns et des autres, dans la technicité conceptuelle propre à chaque école, alors sur l'essentiel, sur les fondamentaux, nous étions très largement d'accord. Servant en quelque sorte de scribe, j'entrepris de fixer au jour le jour ces points

de convergence, ce qui aboutit rapidement à la rédaction d'une sorte de petit manifeste – d'abord rédigé en anglais, en french-english plutôt, à l'usage de nos hôtes – intitulé « Towards an institutionalist political economy ». C'est en effet sous cette étiquette que se fixe le plus clairement l'opposition entre deux manières d'étudier et de rendre compte de l'économie, entre le paradigme standard et toutes les approches non standard.

Dire que l'on fait de l'économie politique plutôt que de la science économique, c'est, en renouant avec les origines historiques de la discipline, signifier qu'on assume pleinement les dimensions et les enjeux proprement politiques et moraux de l'analyse économique au lieu de les dénier. Se réclamer de l'institutionnalisme, c'est affirmer par ailleurs qu'*institutions matter*, les institutions comptent, et que donc l'économie ne peut pas et ne doit pas se réduire à une auto-organisation spontanée (et miraculeuse) du marché.

Le second texte de *Bernard Chavance*, très concis, et celui de *Nicolas Postel*, très détaillé, offrent chacun à sa manière, institutionnaliste classique chez B. Chavance, conventionnaliste chez N. Postel, une mise au point particulièrement éclairante sur l'histoire et la place actuelle de l'institutionnalisme en économie.

Le « manifeste » détaille certaines des implications théoriques et concrètes de ces deux principes de base : la science économique doit redevenir une économie politique, et une économie politique institutionnaliste.

Quelle signification, quelle importance peut revêtir un tel manifeste ? Faible, voire dérisoire, ou, au contraire, tout à fait significative selon ce qui en sera fait. Détaillons brièvement. Quiconque est un peu au fait de la vivacité des débats qui opposent entre eux à Paris certains des tenants des quatre écoles économiques non standard en question ne pourra qu'être agréablement surpris de voir se dégager un tel consensus par recoupements (*overlapping consensus* comme le formulait John Rawls) entre école de la régulation, école néo-institutionnaliste, école des conventions et anti-utilitarisme. Si, comme il est permis de le penser, une des raisons principales de la puissance du paradigme standard tient à l'éparpillement des forces de ses opposants, alors ce consensus apparaît comme une excellente nouvelle. Inattendue et réjouissante. Qui resterait toutefois de peu de portée si 1° il devait rester exclusivement franco-français, 2° s'il ne produisait aucun effet institutionnel.

1. Pour vérifier que l'accord en question, le « Consensus de Djakarta », ne se limite pas aux bords de la Seine, le texte (réécrit dans un anglais plus *fluent*) a été soumis aux animateurs de différentes écoles économiques non standard et non françaises. Avec l'accord rapide – enthousiaste faut-il préciser – de Geoffrey Hodgson, principal représentant de l'influente école institutionnaliste et cofondateur de l'European Association for Evolutionary Political Economy (actuellement présidée par Pascal Petit), celui de Peter Hall, animateur de l'école des Varieties of Capitalism, de Ronen Palan, représentant de l'International Political Economy, ou de Michael Piore, un des théoriciens du marché du travail les plus réputés et les plus cités chez les économistes, suivi de l'accord de divers chefs d'autres écoles non standard⁵, preuve est faite que le consensus en question n'est pas purement circonstanciel et franco-français, qu'il revêt au contraire une portée très générale parce qu'il permet d'explicitier les points d'accord minimaux entre tous ceux qui entendent aller au-delà du paradigme standard.

2. Peut-on, et comment, aller plus loin et tirer quelques conclusions institutionnelles et programmatiques du consensus qui s'esquisse ? L'enjeu, rappelons-le, n'est pas mince. En prenant acte de l'échec scientifique du paradigme standard, il n'est rien moins que de desserrer son hégémonie sur l'enseignement et la recherche en économie, et de permettre ainsi de penser différemment la politique économique en réintroduisant – en internalisant – les dimensions politiques, sociales et éthiques expulsées et déniées par la standardisation formalisatrice. Il serait sans doute toutefois contre-productif de vouloir aller trop vite, comme le montre l'échec relatif il y a quelques années de la tentative des étudiants normaliens en économie de dénoncer l'autisme de l'économie qu'on leur enseignait. Passé

5. Dont Marc Humbert, fondateur et animateur de PEKEA (Political and Ethical Knowledge on Economic Activities), ONG agréée par l'UNESCO et qui regroupe des économistes (et sociologues) d'une bonne trentaine de pays, Paul Singer, économiste, secrétaire d'État à l'économie solidaire du gouvernement Lula au Brésil ou encore Jose Luis Corragio, animateur de l'école argentine d'économie sociale et solidaire. Nous aurions pu aisément multiplier le nombre des signataires initiaux mais, sous peine de sembler privilégier telle ou telle école, il nous a paru judicieux de limiter les signatures initiales à un seul représentant significatif par école.

les premières semaines d'émoi dans l'institution, tout est à peu de choses près rentré dans l'ordre et est redevenu comme avant⁶.

Le mieux sera donc sans doute de procéder en deux temps. Dans le premier, il importe d'abord de se compter, autrement dit de réunir les signatures de tous les économistes⁷ insatisfaits de l'état de leur discipline, de ce qu'ils sont plus ou moins forcés d'enseigner ou du type de recherches qui leur est imposé, et qui se reconnaissent pour l'essentiel dans ce qui est proposé sous l'intitulé d'une économie politique institutionnaliste. Tout porte à croire qu'ils sont en fait nombreux. Nous les invitons à le faire savoir à la revue *L'Économie politique*, revue théorique dirigée par Christian Chavagneux et associée au magazine *Alternatives économiques* qui a bien voulu se joindre au MAUSS et mettre à la disposition de cette initiative son réseau logistique (www.leconomiepolitique.fr). S'il se manifeste un nombre significatif de signataires, en France et à l'étranger, alors il sera possible d'organiser entre eux une rencontre symboliquement importante destinée à discuter des réorientations institutionnelles souhaitables en matière d'enseignement et de recherche. Car c'est là, dans l'enseignement, qu'il est le plus urgent d'agir, ne serait-ce d'ailleurs que pour mettre un terme à l'hémorragie des étudiants de science économique découragés par une discipline qui leur explique si peu ce qui survient dans le monde réel (quel universitaire avait réellement anticipé la crise du *subprime*⁸ ?) et qui se tournent de plus en plus massivement vers la gestion pour trouver des débouchés professionnels.

6. Sur l'état actuel du courant « post-autiste » en économie, voir <http://www.autisme-economie.org/article159.html>

7. Il paraît préférable au moins dans un premier temps de se limiter aux seuls économistes proclamés et légitimes car, dans l'état actuel du rapport de force institué entre disciplines, toute alliance des économistes non standard avec des philosophes, des psychologues, des anthropologues, des historiens et surtout, *horresco referens*, des sociologues vaut délégitimation immédiate. Il convient malgré tout de signaler l'accord avec le manifeste de certains des principaux représentants de la sociologie économique française consultés : Michel Lallement (professeur au CNAM), Jean-Louis Laville (professeur au CNAM), Philippe Steiner (professeur à Paris IV-Sorbonne), François Vatin (professeur à Paris X-Nanterre). Et, en Angleterre, de Bob Jessop.

8. Parfaitement anticipée, au contraire par Paul Jorion dans *Vers la crise du capitalisme américain ?* [2007]. Peut-être parce qu'il n'est pas économiste de formation. Au moment où nous mettons sous presse, nous apprenons que ce livre vient d'être sélectionné, avec dix autres, pour concourir au titre de « Meilleur livre d'économie de l'année », décerné par le Sénat.

Voilà pour ce qui est de l'importance organisationnelle et symbolique possible de cet appel à se regrouper sous la bannière d'une économie politique institutionnaliste. Mais ne rêvons pas : pour l'instant, et sous réserve d'approfondissements ultérieurs qui pourraient résulter de la dynamique enclenchée, il laisse toute chose en l'état et ne règle en tant que tel aucun problème scientifique ou épistémologique décisif. Et c'est là où la diversité et la concurrence des écoles reprennent tous leurs droits. Trois problèmes centraux en effet demeurent.

Le premier est que, comme le montrent fort bien B. Chavance et P. Combemale, reconnaître que les institutions importent a le mérite d'admettre une évidence. Mais une évidence tellement évidente qu'elle est également reconnue depuis un certain temps déjà par l'économie standard comme par le FMI ou la Banque mondiale. Alors que, dans une première phase, le Consensus de Washington se préoccupait uniquement de libérer l'économie de toute régulation dans l'espoir que la démocratisation s'ensuivrait, la *doxa* est maintenant qu'il faut d'abord établir une « bonne gouvernance », autrement dit réformer les institutions. Dès lors le débat se déplace et s'affine. La question n'est plus de savoir si *institutions matter*, mais s'il faut les penser uniquement du point de vue de leur efficacité économique, conformément aux règles du paradigme standard et dans une logique de *benchmarking*, ou s'il existe une spécificité institutionnelle en elle-même irréductible aux contraintes et aux fins de l'économie, et ce que la science économique a alors à en dire.

Cette question se redouble de celle de savoir dans quelle mesure l'économie politique institutionnaliste doit véritablement larguer les amarres avec la science économique standard. Comme le note très justement P. Combemale, « si l'on veut savoir ce qui se passe dans un quartier de banlieue, dans un atelier de constructeur automobile, dans un centre d'appels, dans un hôpital, etc., il est plus judicieux de s'adresser à un sociologue. Mais qui répondra aux questions sur la lutte contre le chômage, sur les délocalisations, sur la politique monétaire, sur le prix des médicaments, le protocole de Kyoto, etc. ? ». Sur les questions de ce type, il existe tout un ensemble d'outils utilisés par les économistes de manière assez autonome par rapport aux enjeux politico-épistémologiques centraux : « Les économistes, écrit-il également, sont volontiers schizophrènes. Ceux dont le métier est d'analyser la conjoncture

utilisent des modèles éclectiques, dont l'armature reste souvent celle de la bonne vieille synthèse classico-keynésienne. Si le but est de prévoir les effets d'une variation du taux d'intérêt, d'un choc pétrolier, d'un krach immobilier, mieux vaut en effet se référer à des relations connues depuis longtemps entre des variables agrégées (consommation, investissement, revenus, inflation...). Par ailleurs, lorsque les questions se font plus précises, le praticien se soucie moins de théorie pure que du choix de la meilleure technique économétrique. Car la tendance est à l'économie appliquée. Loin des controverses entre écoles ou courants, on s'intéresse à la qualité des données, aux expériences naturelles, aux différences de différences... Le pragmatisme conduit à répondre de façon empirique à des énigmes concrètes : quel est l'effet d'un impôt progressif sur les inégalités de revenus ? Quel est l'effet de l'allocation-logement sur le marché des studios parisiens ? Quel est l'effet d'un programme d'aide en espèces sur la scolarisation des filles dans tel pays en développement ? » Le choix ici semble passer entre rassembler entre eux économistes orthodoxes et hétérodoxes, hors écoles fixes et hors dogmes, dans des synthèses éclectiques, conjoncturelles, mouvantes et appliquées, ou bien, autre perspective possible dans le sillage d'une économie politique institutionnaliste, les inscrire délibérément dans le cadre d'une science sociale générale, dont il reste à définir le cadre institutionnel possible. L'auteur de ces lignes a tendance à penser qu'il faut rechercher ces deux solutions en même temps parce qu'il ne pourra exister d'alliance scientifiquement et politiquement féconde entre économistes de tous bords que si les économistes qui pensent l'économie politique comme une branche de la science sociale générale parviennent à prendre l'ascendant sur ceux qui voient la science économique comme une forme de mathématiques ou de physique appliquées (ce que n'avait pas assez bien perçu le mouvement contre l'autisme en économie).

Enfin, et c'est ici qu'on rejoint le début de cette présentation : les enjeux principaux de cette discussion, ses tenants et aboutissants, ne sont en dernière instance pas tant scientifiques que politiques et éthiques. La question de fond est celle de savoir si nous voulons vivre dans un monde intégralement structuré autour des valeurs et des finalités économiques, et, si tel n'est pas le cas, de savoir à quoi pourrait ressembler cet autre monde. Mais ce n'est sans doute pas aux économistes qu'il faut demander de dessiner un

monde non économique. Laissons là encore la parole sur ce point à P. Combemale : « Si la force de l'orthodoxie réside profondément dans sa normativité, laquelle se nourrit d'une anthropologie et d'une philosophie politique, alors l'hétérodoxie ne peut espérer la combattre sans dessiner un autre horizon. Bien qu'il soit probable qu'une véritable remise en question de notre mode de vie et de production n'advienne pas avant une crise majeure, alors que se rapprochent les échéances écologiques et qu'augmentent les risques de guerre liés à la lutte pour les ressources vitales (l'énergie, les matières premières, les terres cultivables, l'eau...), c'est ce dont nous manquons le plus. D'un horizon ». Tout le travail du MAUSS consiste justement à esquisser les contours d'une philosophie politique alternative fondée sur les découvertes anthropologiques, à commencer par celles de Marcel Mauss.

De quelques entrées économiques alternatives et complémentaires

Ne nous-y trompons pas toutefois. L'étiquette d'économie politique institutionnaliste ne peut servir que de drapeau commun, de signe de ralliement, de plus petit commun dénominateur entre des écoles par ailleurs très diverses. Ce plus petit commun dénominateur n'est ni vide ni trivial. C'est beaucoup et très peu à la fois. Très peu puisqu'il n'énonce que des propositions générales. Sur les mille et un problèmes concrets qui se posent, tout reste à faire et à penser et c'est là que chaque école non standard peut et doit faire valoir la spécificité de sa démarche. Mais allons plus loin : il n'est nullement certain que, sauf pour des raisons diplomatiques, toutes les économies politiques alternatives se reconnaissent vraiment dans le signifiant institutionnalisme.

Est-ce la bonne étiquette par exemple pour situer les hypothèses théoriques fascinantes développées par *Paul Jorion*⁹ dans un livre à paraître dont nous reprenons ici l'introduction et la conclusion. Son fil directeur est la thèse de l'équivalence entre prix et vérité :

9. Cette reformulation théorique marquant une sorte de point d'aboutissement du travail et des intuitions présentées dans son article « Les déterminants sociaux des prix de marché » [1990].

« La seule différence entre eux, c'est que la vérité s'exprime sur le mode du mot et le prix sur le mode du nombre. [...] Il est permis de dire que *le prix est la vérité des choses humaines exprimée en nombres* et que *la vérité, c'est le prix des choses humaines exprimé en mots*. » C'est dans cette perspective que P. Jorion remet au rouet la théorie autrefois formulée par lui, dans le sillage d'Aristote et de Karl Polanyi, et qui voyait dans les prix la réfraction des statuts sociaux respectifs des protagonistes de l'échange. On semble se trouver ici en plein institutionnalisme puisque « dans cette perspective, l'économique s'efface devant le sociologique dans la mesure où le prix représente une proportion entre conditions, c'est-à-dire entre classes sociales, celles-ci n'étant à leur tour que l'expression d'un système politique ». Mais on ne saurait se contenter d'une explication par l'invocation du politique en général – « hypothèse saturante », nous dit P. Jorion –, trop vaste et tautologique pour expliquer quoi que ce soit de concret. En fait, tout se joue selon lui en termes de rareté relative non pas des biens ou des marchandises, mais des personnes. Des personnes concrètes dans le cas des petites sociétés closes (à quoi correspond ce qu'il appelle la « théorie restreinte »), des groupes sociaux concrets de la grande société (à quoi correspond la « théorie généralisée »), des groupes sociaux virtuels dans le cadre de l'économie globalisée (à quoi correspond la « théorie générale¹⁰ »). « La loi de la "théorie générale" de l'économie est ici la suivante : le rapport de force entre les parties s'évalue par la rareté relative des vendeurs et des acheteurs (comme l'avait établi la « théorie généralisée »), mais celle-ci à son tour n'étant pas nécessairement connue, elle est estimée à partir de modèles (cadres de représentation) divers, certains de type scientifique car fondés sur la cause (analyse fondamentale), d'autres apparentés à la divination car fondés sur le signe (analyse technique) ; l'incertitude quant au rapport de force entre acheteurs et vendeurs conduit à des représentations rapidement révisées, les prix n'oscillent plus comme dans les situations dont rend compte la "théorie généralisée" : dans la "théorie générale"

10. Sur ces expressions de « théorie restreinte », « généralisée » et « générale », cf. A. Caillé, « D'une économie politique qui aurait pu être » [1994], article écrit en commentaire de l'article de P. Jorion, « L'économique comme science de l'interaction humaine vue sous l'angle des prix. Vers une physique sociale » [1994], qui posait les premiers jalons de la théorie jorionnesque.

de l'économique, les prix vibrent dangereusement. » Mais ici, on sort apparemment de l'institutionnalisme pour retrouver par un cheminement tout autre et paradoxal l'ambition proprement scientifique et mathématique de la science économique puisque, nous dit P. Jorion, « le cadre dans lequel l'ensemble des faits dits "économiques" se situent est [...] celui d'une physique de l'interaction humaine ».

@ >>> C'est à l'opposé peut-être de ce physicalisme qu'il convient de situer l'esquisse par *Michel Renault* d'une économie politique non pas institutionnaliste mais pragmatiste, inspirée notamment de John Dewey. Cette tentative devrait retenir toute l'attention des MAUSSiens, de plus en plus sensibles, grâce notamment à Philippe Chanial¹¹, aux harmoniques existant entre Marcel Mauss et John Dewey. Peut-être le chaînon qui manque chez J. Dewey pour qu'un arrimage parfait puisse s'effectuer avec les analyses de M. Mauss est-il celui d'une attention suffisante portée à la réciprocité considérée comme substrat et organisateur des relations interpersonnelles. À lui accorder toute la place qu'elle mérite, on voit se profiler une entrée encore dans l'analyse économique, une entrée à la fois anti-utilitariste et empirique.

@ >>> C'est celle que met ici en œuvre *Kazuhiko Sugimura* analysant, dans le sillage des travaux de James Scott sur les paysans d'Afrique du Sud-Est¹², « l'économie morale », ou encore « l'économie de l'affection » de l'Afrique rurale. Le point de départ de ce type d'analyse est ainsi résumé par J. Scott : « Nous devons partir, je pense, de deux principes moraux fermement encadrés à la fois dans le modèle social et les obligations de la vie paysanne : la *norme de réciprocité* et le *droit à la subsistance*... La réciprocité sert de principe moral central dans les rapports interpersonnels. Le droit à la subsistance définit, en fait, les besoins minimaux devant être satisfaits pour les membres de la communauté dans le contexte de réciprocité » [Scott, 1976, p. 167]. En Afrique, nous dit K. Sugimura, « l'économie

11. Cf. son article « Une foi commune : démocratie, don et éducation chez John Dewey » [2006].

12. Voir James Scott, *The Moral Economy of the Peasant : Rebellion and Subsistence in Southeast Asia* [1976].

morale se fonde sur des réseaux familiaux, sur des réseaux d'amitié et de voisinage, basés sur la norme de "réciprocité générale", dans lesquels le contre-don n'est pas toujours obligatoire. L'autre aspect unique est que cette accumulation de richesse se fait surtout dans la sphère de la consommation et des relations sociales. Cela contraste avec les communautés rurales d'Asie orientées par la production, où la réciprocité équilibrée est la norme dominante des relations sociales ».

@ >>> *Goran Hyden*, de son côté, nous présente de manière très synthétique tous les tenants et aboutissants de la théorie de l'économie morale et de l'affection, en indiquant sa filiation par rapport aux travaux d'Alexandre Tchayanov ou de Karl Polanyi et ses enjeux actuels. « L'essentiel de ce que l'économie morale et l'économie de l'affection ont en commun, nous dit-il, est donc l'informel. Cela se manifeste dans les comportements aussi bien que dans les règles auxquelles les acteurs adhèrent ou qu'ils inventent. L'institutionnalisation n'est donc pas seulement une prérogative des règles formelles. Elle se réfère aussi à la manière dont les règles informelles deviennent un facteur plus permanent du paysage socio-économique et politique. C'est là un point qui échappe à une large partie de la littérature contemporaine parce qu'elle se focalise sur le degré auquel les règles formelles dans un modèle de prescriptions particulières (par exemple, une économie néolibérale ou une bonne gouvernance politique) sont institutionnalisées. » « Les institutions informelles, précise-t-il, sont des codes de comportement non écrits, ou des conventions qui acquièrent une vie propre en dehors des règles formalisées. Les premières peuvent compléter les règles formelles ou coexister avec elles de manière invisible. Elles tendent à être présentes partout où les êtres humains s'engagent dans une forme d'action collective. En fait, [...] les institutions informelles peuvent être les seules suivies par les gens. »

Dans les sociétés rurales, l'incarnation par excellence de la norme de réciprocité réside dans les pratiques de l'entraide dont *Éric Sabourin* nous propose à la fois une esquisse de typologie comparative et une discussion proprement théorique, elle aussi plus proche d'une anthropologie économique anti-utilitariste que d'une économie politique institutionnaliste proprement dite.

De quelques implications politiques. Entre protectionnisme, cosmopolitisme et relocalisation

Le point de vue maussien est également à l'honneur dans la lettre que *François Fourquet* écrit non pas à un jeune poète, mais à un jeune doctorant en économie, pas tant cette fois par le biais de l'anti-utilitarisme que par celui de la référence à une approche totalisante. À l'exigence de prendre en compte la réalité et l'effectivité de la totalité. Contre les approches réductionnistes, mécaniques et purement internalistes d'une crise financière (la crise de 1997 en Thaïlande en l'occurrence), F. Fourquet montre que celle-ci n'est pleinement intelligible qu'envisagée comme manifestation d'un fait social total. « Vous ignorez ainsi, écrit-il au brillant jeune économiste, le conseil d'un anthropologue, Marcel Mauss, qui considérait chaque fait social comme "total"¹³, c'est-à-dire comme un condensé de la société tout entière, et qui recommandait qu'après l'analyse des faits, on procède à leur synthèse : "Après avoir forcément un peu trop divisé et abstrait, il faut que les sociologues s'efforcent de recomposer le tout", c'est-à-dire le vrai concret ; le conseil s'adresse aussi aux économistes. Et le tout aujourd'hui, c'est l'économie mondiale tout entière qui justement vient d'achever son unification avec l'effondrement du socialisme ; plus profondément encore, c'est la société mondiale tout entière. » Belle querelle des méthodes et du fond. L'économie politique institutionnaliste doit-elle être nécessairement internationale¹⁴ ? Voilà qui débouche directement sur des questions de politique économique.

Institutionnalisme ? physicalisme ? pragmatisme ? anti-utilitarisme ? Tous ces distinguos peuvent paraître bien secondaires et académiques au regard des enjeux politiques concrets auxquels, selon toute vraisemblance, nous allons très prochainement être confrontés.

13. Cela étant, je ne crois pas pour ma part (A. C.) qu'on puisse dire que M. Mauss considérait « chaque fait social comme total ». Au minimum certains sont-ils plus totaux que d'autres, ceux qui résonnent dans toute l'étendue et toute la profondeur de la société et concernent donc tout le monde.

14. Un des problèmes posés par l'appellation d'économie politique institutionnaliste est que l'abréviation anglaise d'Institutionalist Political Economy (IPE) est déjà prise par l'école de l'International Political Economy, fondée par Susan Strange et représentée par Ronen Palan. À intégrer le point de vue de F. Fourquet, il faut peut-être aller en direction d'une IPE, d'une International Institutionalist Political Economy.

De par son nom même, une économie politique institutionnaliste prête attention au politique. Certes, *the political matters*. Mais de cette affirmation très générale ne découle immédiatement et nécessairement aucune politique économique déterminée particulière. Que faire si, comme il n'est pas impossible, éclate sous peu une crise financière et donc économique mondiale de grande ampleur ? Si le prix du pétrole, des céréales, des matières premières augmente dans des proportions considérables et double, voire triple ? Si la désindustrialisation de l'Europe et le chômage s'accroissent sous le poids des bas salaires dans les pays émergents, etc. ? Nous l'avons suggéré d'emblée : ce qui a fait la force du paradigme standard en économie n'a pas tant été sa vérité proprement scientifique, en définitive plutôt maigre si l'on met de côté sa beauté formelle et ses séductions mathématiques, que son couplage étroit avec l'idéologie libérale ou néolibérale de la libre concurrence. Que les recettes qu'il suggérerait en matière de politique économique et sociale.

Existe-t-il donc des recettes de politique économique comparables, que devrait nécessairement ou logiquement préconiser une économie politique institutionnaliste ? Rien n'est moins sûr, à l'exception peut-être d'un vague keynésianisme plus ou moins largement partagé. Bornons-nous à pointer ici un débat qui risque de devenir assez prochainement central alors qu'il fait pour l'instant l'objet d'un refoulement considérable. S'il s'avère que la mondialisation-globalisation de l'économie génère plus de dégâts et d'effets pervers – sociaux, économiques, politiques, climatiques, etc. – qu'elle n'engendre de prospérité, qu'elle enrichit une poignée de riches dans chaque pays mais appauvrit le plus grand nombre¹⁵, alors la question du retour au protectionnisme, à un certain protectionnisme, se posera nécessairement. La question est évacuée par le paradigme standard pour qui tout accroissement et toute généralisation du libre-échange est nécessairement bénéfique pour tout le monde. Elle l'est également par la grande majorité des économistes, même de gauche ou très à gauche, au motif de

15. Par exemple, dans une tribune du journal *Le Monde*, un banquier, Jérôme Guillet, rappelle que « la forte croissance qu'ont connue les États-Unis depuis une dizaine d'années a été entièrement captée par le centième, voire le millième, le plus riche de la population, alors que pour le reste de la population, les 99 % restants, l'évolution a été moins bonne qu'en France » (cité par Denis Clerc dans *Alternatives économiques*, octobre 2007, p. 106).

son impossibilité pratique¹⁶. Pourtant, on le sait, un des papes du paradigme standard, Paul A. Samuelson, a récemment remis profondément en cause la théorie des avantages comparatifs qui est depuis son origine l'un des fleurons du paradigme standard, et il ne serait pas difficile de pointer les multiples entorses infligées au dogme du libre-échange par ses plus chauds thuriféraires. On lira donc avec beaucoup d'intérêt la vigoureuse et courageuse défense du protectionnisme présentée par *Jacques Sapir*. Elle fait notamment ressortir de manière particulièrement parlante les pertes fiscales inhérentes à la libéralisation du marché mondial, de l'ordre de 100 à 150 milliards de dollars par an, fourchette minimale, pour les pays de l'Union européenne (essentiellement ceux du « cœur historique »). Et il conclut : « Contrairement à ce qui est affirmé dans les médias et dans le discours de l'économie "vulgaire", *il n'y a pas d'argument permettant de fonder de manière normative (et donc prescriptive) la supériorité de la concurrence, et donc des politiques de libéralisation*. Les résultats normatifs issus de la théorie de l'équilibre général sont aujourd'hui entièrement invalidés. Le seul résultat robuste que la théorie économique puisse fournir est donc qu'il vaut mieux du commerce que pas de commerce du tout. Mais il est faux et malhonnête de prétendre que la théorie économique démontre qu'il est toujours avantageux d'avoir plus de commerce. [...] la théorie économique fournit des arguments qui condamnent l'autarcie, mais nullement le protectionnisme. »

@ >>> L'argumentaire rejoint celui qu'avait développé il y a deux ans *Jean-Luc Gréau*, ancien conseiller du MEDEF, dans *L'Avenir du capitalisme* [2005], et qu'il résume et prolonge dans une présentation au groupe Politique autrement (animé par Jean-Pierre Le Goff) que nous reprenons ici. Dans le prolongement du débat sur le protectionnisme, c'est toute la question de la relocalisation, du développement local et endogène qu'il faudrait rouvrir de manière un tant soit peu systématique. On trouvera d'importants éléments sur ce point, à propos de l'Afrique et dans le cadre de l'économie morale évoquée plus haut, dans l'article de *Deogratias F. Rutatora et Stephen J. Nindi*.

16. Cf. le numéro de la revue *L'Économie politique* consacré en 2007 à ce sujet et l'article de Daniel Cohen dans la revue *Esprit*, « Pistes pour une régulation mondiale à inventer », juin 2007.

Mais l'opposition à la généralisation planétaire du libre-échange, la réticence à débattre des possibles vertus du protectionnisme et du localisme ne tiennent-elles pas à la crainte d'entraver l'avènement souhaitable d'une société mondiale et de précipiter au contraire les sociétés, les États, les religions et les cultures dans une lutte générale les un(e)s contre les autres ? au refus du repli égoïste ? Comment espérer voir naître une solidarité entre les peuples si chacun se protège des autres ? Comment concilier la justice à l'intérieur des États ou des espaces régionaux – argument en faveur du protectionnisme – et au moins un embryon de justice internationale sans laquelle nous risquons tous de courir à la catastrophe ? Encore faudrait-il savoir penser les fondements d'une justice internationale. Or, nous en sommes assez loin. Comme le montre de manière éloquent et convaincante le philosophe *Francesco Fistetti*, la théorie de la justice de loin la plus influente, celle de John Rawls, s'arrête aux frontières des États-nations et rend donc impossible de penser les formes possibles de solidarité avec les déshérités de la terre. Si sont justes uniquement ces inégalités qui profitent aux plus démunis, alors que penser de l'explosion planétaire des inégalités entre les peuples ? Cette simple question montre qu'on ne peut pas réfléchir au problème des inégalités et de la justice mondiale à la seule échelle des entités politiques constituées ni s'en remettre, pour la poser, aux seuls mécanismes de la démocratie interne aux États. C'est pourquoi F. Fistetti suggère de réexaminer, *via* Amartya Sen, la théorie rawlsienne de la justice à la lumière du paradigme maussien du don en pensant ce qu'il propose d'appeler une *auto-obligation* des pays riches envers les pays pauvres, obligation qu'ils se créent eux-mêmes de reconnaître l'égalité des cultures et sociétés dominées. On le verra, l'argumentation de F. Fistetti est très claire et suggestive. Elle touche à ce qui est sans doute le problème premier de notre temps. La difficulté toutefois est qu'on ne peut pas à la fois affirmer que l'exigence de justice doit être prise en compte par d'autres entités que les États, posés comme dépassés, et demander à ces derniers de se soumettre à une auto-obligation de justice mondiale. Ou plutôt, ce qui reste à penser, c'est la manière dont ils doivent à la fois être renforcés dans certaines de leurs attributions – où l'on retrouve le volet protectionniste – et subordonnés à des exigences qui les dépassent – c'est le volet cosmopolitique.

@ >>> Selon toute vraisemblance, ce débat sur les bonnes échelles du politique et de l'éthique gagnerait beaucoup en précision et en rigueur s'il était systématiquement croisé avec une discussion sur les modes de circulation – marché, redistribution, don – les plus naturellement adéquats pour les divers types de biens et de services existants, communs, publics, privés, partageables ou non, rivaux ou non rivaux, renouvelables, non renouvelables, multipliables, etc. *Marc Humbert* expose ici les intéressantes distinctions présentées en ce sens par l'économiste Pierre Calame, président de la Fondation pour le progrès de l'homme (Fondation Charles-Leopold-Meyer).

Libre revue

Le don, qui a pour fonction de personnaliser et de particulariser les rapports sociaux – « parce que c'est lui, parce que c'est moi », semble-t-il toujours dire – peut-il être l'instrument d'une justice cosmopolite ? Il est au départ permis d'en douter. L'étude par *Cosimo Zene* des rapports entre don et vengeance en Sardaigne montre bien comment entre en jeu dans la vengeance une exigence de justice, mais tellement particulariste, justement, qu'on la voit mal s'étendre au-delà d'un espace social strictement circonscrit. D'ailleurs, est-ce bien du don ce qu'on appelle souvent le don, tout entaché d'impuretés, d'intérêts non dits, de calculs non sus ?

@ >>> Vaste débat, éternellement récurrent, sur lequel *Alain Caillé* revient une fois encore ici dans un texte qui reprend une communication présentée devant des historiens médiévistes qui s'interrogeaient sur la pertinence d'une application des découvertes de Marcel Mauss à leur objet d'étude.

Mais ne faudrait-il pas raisonner par l'autre bout, non du point de vue du plus particulier, du plus petit, mais du plus grand, du plus général, de l'infini même, comme nous le propose *Henri Raynal* dans un beau texte de poésie philosophique, fidèle à sa manière, qui dénonce le nihilisme contemporain en montrant ses liens étroits avec l'acosmisme, le refus de considérer le cosmos même ?

@ >>> Entre ces deux échelles, on pourra lire l'exercice de cheminement proposé par *Shuo Yu* entre des cultures bien éloignées,

deux cosmos largement fermés sur eux-mêmes, la Chine et l'Europe, et dont elle retrace les rapports au cours des siècles.

C'est encore la figure du monde qui apparaît sous la plume de *Stephen Kalberg*, le meilleur connaisseur américain à l'heure actuelle de l'œuvre de Max Weber. Son article nous montre toute l'importance chez Max Weber du concept peu connu de « vision du monde ». Autant, plus peut-être que les intérêts matériels, ce sont elles, ces agglomérats plus ou moins cohérents de valeurs, qui mènent... le monde justement. Cet article de S. Kalberg, si différent des lectures néomarxistes ou néobourdieusiennes de Max Weber qui dominant en France, est peut-être la meilleure introduction à une compréhension en profondeur de la sociologie wébérienne.

Que la force des intérêts matériels soit moindre que celle de qu'on pourrait appeler les « intérêts culturels » – et surtout lorsqu'ils se mêlent à eux –, que la logique du sens, c'est ce que montre encore la belle réflexion de *Mary Douglas*, une des plus éminentes anthropologues du xx^e siècle, sur les racines de la pauvreté et ses rapports avec la liberté qui termine ici son article « Pour ne plus entendre parler de la "culture traditionnelle" » dont la publication avait été entamée dans la précédente livraison de *La Revue du MAUSS*. Mary Douglas nous a quittés au moment de la sortie de ce numéro. Il était prévu qu'elle vienne à Paris à cette période, sur l'invitation d'Olivier Favereau et de l'université Paris X-Nanterre. Nous voulions organiser une comparaison amicale et systématique entre sa théorie de la culture, les analyses de l'école des conventions et le paradigme MAUSSien du don dont elle s'était déclarée si proche (dans le n° 28 de la revue, *De l'anti-utilitarisme*). « Notre paradigme du don », écrivait-elle. Avec elle, nous avons perdu une alliée précieuse et, surtout, une amie d'une finesse, d'une élégance intellectuelle et humaine incomparables.

@ >>> On pourrait dire aussi que ce qui mène le monde désormais, le monde occidental en tout cas, ce ne sont plus les visions du monde mais la publicité, que son plus célèbre apologiste et théoricien au xx^e siècle, Edward L. Bernays¹⁷, un neveu de Freud, ne voulait pas distinguer de la propagande. *Sandrine Aumercier* retrace ici son parcours.

17. Dont la traduction vient de paraître (Zones/La Découverte).

Qu'est-ce qui peut nous permettre d'échapper à la toute-puissance de cette publicité-propagande ? La science ? Encore faudrait-il que cette dernière ne prétende pas s'affranchir structurellement de toute exigence éthique. Le MAUSS a depuis ses débuts dénoncé cette tendance à l'asepsie morale illusoire et néfaste des sciences sociales. Mais la même chose, à un moindre degré, est également vraie des sciences de la nature, nous montre le physicien *Gérard Toulouse* qui fait le point sur l'état d'avancement (ou de retard ?) du mouvement éthique dans les sciences. Si nécessaire. Quoiqu'il en soit, rien ne se fera en ce sens, ni dans les sciences, qu'elles soient sociales ou exactes, ni ailleurs, si n'apparaissent pas ici et là des femmes et des hommes de conviction qui, là où ils sont, même dans les conditions les plus modestes, placent le souci de l'intérêt commun non au-dessus de leur intérêt propre, mais en symbiose avec lui. Des anti-utilitaristes, en un mot. Louons-les donc maintenant, en personne, lorsque nous savons les identifier. Et comment mieux le faire ici qu'en renouant avec la pratique initiée aux tout débuts du *Bulletin du MAUSS* et en leur décernant un « tableau d'honneur du MAUSS », que l'on prendra au premier, au deuxième ou au énième degré, comme on voudra. Il est ici attribué à *Jean-Michel Tremblay*, sociologue québécois qui, bien avant la Bibliothèque de France, a assuré la numérisation et la mise à disposition gratuite sur le Web, dans les conditions qu'on lira, des classiques des sciences sociales. Sa collection numérisée, *Les classiques des sciences sociales* (<http://classiques.uqac.ca>), vient de dépasser le trois-millième titre !

@ >>> Voilà qui permet à tous les sociologues et aux *social scientists* d'accéder facilement à la mémoire de leur discipline et à de nombreux textes rigoureusement introuvables ailleurs. De son côté et dans cette veine, réfléchissant sur sa pratique, *David Le Breton* termine ici le cycle des textes consacrés à une réflexion sur l'état de la théorie en sociologie¹⁸.

À compléter, dans la partie « Lectures »,

@ >>> parmi de nombreux compte-rendus d'ouvrages, notamment par le texte de *Michel Terestchenko* sur le dernier livre de Jacques T. Godbout, par la préface d'*Alain Caillé* à la

18. Et que nous réunirons dans un ouvrage à paraître en septembre 2008.

réédition du livre de Jean Duvignaud, *Le Don du rien*, et également par le texte de Pierre Prades sur le livre de Sylvie Goulard, *Le Coq et la perle. Cinquante ans d'Europe*. Cinquante ans d'échec à trouver la bonne distance entre localisme particulariste et mondialisme, protectionnisme et ouverture au monde ?

Bibliographie

- CAILLÉ Alain, 1994, « D'une économie politique qui aurait pu être », *La Revue du MAUSS semestrielle*, n° 3, « Pour une autre économie », 2^e semestre.
- CHANIAL Philippe, 2006, « Une foi commune : démocratie, don et éducation chez John Dewey », *La Revue du MAUSS semestrielle*, n° 28, « Penser la crise de l'école », 2^e semestre.
- GRÉAU Jean-Luc, 2005, *L'Avenir du capitalisme*, Gallimard, « Le débat », Paris.
- GUERRIEN Bernard, *L'Illusion économique*, Éditions Omniscience, Sophia-Antipolis.
- JORION Paul, 1990, « Les déterminants sociaux des prix de marché », *La Revue du MAUSS trimestrielle*, n° 9 et 10, 3^e et 4^e trimestre.
- 1994, « L'économie comme science de l'interaction humaine vue sous l'angle des prix. Vers une physique sociale », *La Revue du MAUSS semestrielle*, n° 3, « Pour une autre économie », 2^e semestre.
- 2007, *Vers la crise du capitalisme américain ? La Découverte//MAUSS*, Paris.
- MARIS Bernard, 2003, *Antimanuel d'économie*, Bréal, Rosny.
- MICHÉA Jean-Claude, 2007, *L'Empire du moindre mal*, Climats, Paris.
- SAPIR Jacques, 2000, *Les Trous noirs de la science économique*, Albin Michel, Paris.
- SCOTT James, 1976, *The Moral Economy of the Peasant : Rebellion and Subsistence in Southeast Asia*, Yale University Press.

Pour plus de détails sur les articles de la revue, consultez les Résumés & abstracts présentés dans les pages suivantes.

@ >>> Pour commander la version numérique :

- Vous pouvez commander la version complète de la revue au format PDF au prix de **22 €** en cliquant sur le lien ci-contre¹ :

- Vous pouvez commander la version « read-only » (lecture seule) de la revue au format PDF au prix de **15 €** en cliquant sur le lien ci-contre¹ :

1. Ce lien vous amènera sur le site sécurisé de Paypal™ où vous pourrez régler votre achat par carte bancaire (ou avec votre compte Paypal si vous en avez un), puis sur un serveur sécurisé pour y retirer le fichier PDF de la revue.

Résumés et *abstracts*

- **Sandrine Aumercier** : *Edward L. Bernays et la propagande*

Propaganda, ouvrage d'Edward Bernays paru en 1928, et qui vient d'être traduit en français, traite des techniques de manipulation de l'opinion publique expérimentées par l'auteur. Ce dernier, tenu pour le père des relations publiques aux États-Unis, considère aussi la propagande comme le fondement de la seule démocratie possible à l'échelle d'une société de masse. La question est peut-être de se demander jusqu'à quel point les objectifs dont se réclame E. Bernays peuvent être réalisés et quel type de résistance peut leur être opposée.

Propaganda is a 1928 by Edward Bernays' manual which has just been translated into French. It deals with the techniques of manipulating public opinion, techniques which were experimented by Bernays himself. Bernays is usually considered as the father of public relations in the United States, and he promotes propaganda as democracy's only basis in a mass society. It is perhaps to be asked up to which point those aims can be effective and which kind of resistance can be opposed against them.

- **Alain Caillé et alii** : *Un quasi-manifeste institutionnaliste*

Où l'on cherche à montrer qu'une autre science économique est non seulement possible, mais déjà existante puisque sur tout un ensemble de propositions non triviales, ici rassemblées en 18 thèses, il existe d'ores et déjà un large accord entre nombre d'écoles non standard en économie. C'est probablement sous la bannière d'une économie politique institutionnaliste qu'elles feront le mieux apparaître leur unité.

An attempt to show that another economic science is not only possible but already at hand since most non standard schools in economics are likely to agree on a whole set of non trivial propositions, here summarized in 18 thesis. Probably is it under the banner of an Institutional Political Economy that those schools will be able to display and let see what they share.

- **Alain Caillé : *Ce qu'on appelle si mal le don***

Le don est-il le don ? Est-ce bien du don que Marcel Mauss parle dans son *Essai sur le don* ou bien de tout autre chose, comme le pensent beaucoup d'auteurs ? On examine ici leurs arguments, pour conclure que, oui, Mauss a eu raison de dire que le don est bien du don, même s'il jugeait lui-même le concept problématique.

Is gift really gift ? Is *Essai sur le don* about gift or about something quite different, as many authors contend ? **Their arguments are here examined**, but the conclusion is that, yes, Mauss was right to see gift as gift even though he believes the very notion rather clumsy and inadequate.

- **Bernard Chavance : *L'expérience postsocialiste et le résistible apprentissage de la science économique***

La transformation des économies postsocialistes a posé un défi d'interprétation et d'orientation aux théories économiques. La doctrine de la transition, approche dominante au cours des premières années, reposait sur l'hypothèse d'une convergence vers un modèle jugé normal de l'« économie de marché », tandis que les approches institutionnalistes défendaient un point de vue « évolutionnaire » et soulignaient la dépendance vis-à-vis du sentier historique. Les surprises de la transition ont conduit à une doctrine amendée, qui a nuancé sans les renouveler radicalement les postulats néolibéraux.

Interpreting and governing the post-socialist economic transformation has been a challenge for economic theories. The transition doctrine, being the mainstream approach, was based on a concept of convergence towards a « normal » model of the market economy, while institutional theories supported an evolutionary approach and stressed historical path-dependency. Transition surprises gave rise to an amended transition doctrine that qualified without strictly renovating neo-liberal assumptions.

- **Bernard Chavance : *L'économie institutionnelle entre orthodoxie et hétérodoxie***

Un « tournant institutionnaliste » semble s'être opéré dans la théorie économique depuis les années 1990. L'extension d'une nouvelle économie institutionnelle s'est accompagnée du renouveau de l'institutionnalisme originel. L'exemple des travaux sur « institutions et performances » illustre toutefois l'ambivalence de ce tournant, partiellement phagocyté par le *mainstream* contemporain.

Economic theories show signs of an « institutional turn » since the 1990s. The development of a new institutional economics has been complemented by the revival of original or classical institutional economics. The case of research on « institutions and performance », however, reveals the ambivalence of such a turn, partly diverted by the contemporary mainstream.

• *Pascal Combemale : L'hétérodoxie encore : continuer le combat, mais lequel ?*

En économie, le combat de l'hétérodoxie contre l'orthodoxie tourne nettement à l'avantage de la seconde. Cela résulte principalement de deux séries de facteurs : l'orthodoxie n'a pas cessé d'évoluer et de récupérer les critiques qui lui étaient adressées, elle a désormais de multiples visages et les débats ont lieu sur son territoire ; les théories orthodoxes sont essentiellement normatives et la réalité sociale tend de plus en plus à se conformer à leurs prescriptions. En concentrant leurs critiques sur l'irréalisme de ces théories, les hétérodoxes manquent la cible principale. S'ils ne parviennent pas à se fédérer pour proposer une alternative sociale crédible et attractive, ils seront condamnés à mener une guérilla sans espoir sur les marges de l'empire orthodoxe.

In Economics, the fight of Heterodoxy against Orthodoxy is turning to the advantage of the latter. It results mainly from two series of factors : the orthodoxy did not stop evolving and taking over the criticisms, it has henceforth multiple faces and the debates take place on its territory ; the orthodox theories are essentially normative and the social reality tends more and more to conform to their prescriptions. By concentrating their criticisms on the lack of realism of these theories, the heterodox miss the main target. If they do not succeed in federating in order to propose a credible and attractive social alternative, they will be condemned to lead a hopeless guerilla on the margins of the orthodox empire.

• *Mary Douglas : La pauvreté comme problème de liberté* (suite et fin de l'article de M. Douglas paru dans le n° 29 de *La Revue du MAUSS semestrielle*, intitulé « Pour ne plus entendre parler de la "culture traditionnelle" »).

Cet article présente une réflexion de grande portée sur les racines de la pauvreté, qui passe par une déconstruction systématique de la notion de culture traditionnelle. Ce n'est pas la « culture traditionnelle » qui est responsable de la pauvreté – ne serait-ce que parce que « la » culture traditionnelle n'existe pas, mais, au sein de chaque culture, quatre tendances générales (hiérarchique, entrepreneuriale, contestataire, apathique) comme le montre la théorie de la culture de M. Douglas si connue dans les pays anglo-saxons et dont on trouvera ici la première présentation en français. L'article en profite pour déconstruire également la notion de pauvreté.

This article presents a wide-ranging reflection on the roots of poverty through a systematic and radical deconstruction of the very idea of « traditional culture ». The traditional culture is not responsible for poorness – since « the » traditional culture does not exist, but within each culture four general tendencies (hierarchy, entrepreneurship, contestation and apathy), as shown by M. Douglas' Theory of culture, quite renowned in anglo-saxon countries but here exposed for the first time in french. The article also deconstructs the very notion of poverty.

• *Francesco Fistetti : Justice sociale, justice globale et obligation de donner*

Dans la société planétaire remodelée par la mondialisation, il est urgent d'élaborer une théorie de la justice globale sous le jour du paradigme du don et de repenser ce dernier, réciproquement, sous le jour de la question de la justice globale. On redécouvre ainsi l'intuition de Marcel Mauss selon laquelle le don de l'alliance, l'art de bâtir des relations justes entre les peuples et les cultures, constitue le cœur du politique.

In the worldwide society reshaped by globalisation we are in desperate need for elaborating a theory of global justice in the light of the paradigm of the gift and for rethinking the latter in terms of the question of global justice. So that leads to rediscover Marcel Mauss's insight that the alliance gift, which is the art of building fair relations between peoples and between cultures, is the heart of politics.

• *François Fourquet : Lettre à un jeune doctorant. Sur la causalité en économie*

L'analyse de la crise « thaïlandaise » de 1997 est l'occasion d'une réflexion sur la causalité en science économique. Il faut distinguer deux figures de la causalité :

– *une causalité mécanique et linéaire dans le temps*, du type $A > B$ (le phénomène A entraîne le phénomène B) ; la notion de « choc », très à la mode en économie, appartient à cette conception toute mécanique de la causalité, figurée par l'image du choc d'une boule de billard contre une autre boule de billard ;

– *une causalité subjective par imprégnation*, dans laquelle une entité est déjà imprégnée par son environnement. Les entités sont sociales et vivantes, ouvertes au monde, leurs parois sont poreuses. Le monde prétendument « extérieur » est présent dans le plus petit phénomène « intérieur ». *Tout phénomène local ou national est mondial par nature.*

The analysis of the « crisis of Thailand » of 1997 give us the opportunity of a reflexion on the nature of causality in economics. We must distinguish two figures of causality :

– *a mechanical causality or linear along the time*, which pattern is $A > B$ (the A phenomenon involves the B phenomenon) ; the notion of « shock », very fashionable in economy, belongs to a very mechanical conception of the causality, represented by the image of the shock of a billiard-ball against an other billiard-ball ;

– *a subjectiv causality by impregnation*, in which an entity is already *impregnated* by its environment. The entities are social and alive, opened to the world, their shells are porous. The allegedly « exterior » world is present inside the smallest « interior » phenomenon. *Every local or national phenomenon is global by nature.*

• **Jean-Luc Gréau** : *Le capitalisme est-il maîtrisable et réformable ?*

Il n'existe pas de « division internationale du travail » : en réalité, les pays de l'Asie émergente sont directement en concurrence avec les pays industriels anciens sur l'ensemble de la gamme de la production, à quelques exceptions près. Face à cette concurrence totalement inégale puisque ces pays, en plus de la faiblesse de leurs salaires, n'ont aucune protection sociale, il va être très vite inévitable d'adopter des mesures protectionnistes *antidumping*.

There is no such thing as an « **international division of labour** » : **in fact** the new emerging countries in Asia are direct challengers to the old industrial countries for nearly their all set of products. This concurrence is totally unfair since these new challengers do not only have very low wages, but they have no social protection at all. So it will be very soon unavoidable to adopt anti-dumping and protectionist regulations.

• **Marc Humbert** : *Circonscrire la place du marché. Commentaires autour d'un texte de Pierre Calame*

Ce texte présente les arguments avancés par Pierre Calame pour circonscrire le rôle du marché à la gestion d'un nombre limité de biens et services « standard ». C'est un effort pour échapper à l'établissement en cours de la dictature de la « marchandisation ». Les catégories employées par Pierre Calame sont reliées aux catégories plus usuelles héritées de la littérature des économistes. Il exclut tout d'abord le marché de la gestion de ce que cette littérature appelle les effets externes entraînés par la production de toutes sortes de biens y compris ces biens « standard », et qui portent atteinte à notre patrimoine naturel ; de même il argumente pour une gestion hors marché des ressources non renouvelables dont la rareté doit être partagée selon des règles d'équité. Enfin, il insiste sur la manière nécessairement non privative de gérer notamment ces nouveaux biens issus des progrès des technologies de l'information et du vivant, des biens non économiques par nature. On aboutit alors à une délimitation qui peut paraître pertinente à beaucoup, il reste à discuter les propositions de modalités de « gestion » de cet ensemble.

This paper presents a detailed argument by Pierre Calame to mark out the domain of market organisation to a limited number of « **standard** » goods and services. This is an attempt to escape to the on-going establishment of the dictatorship of « **merchandisation** ». **The categories which are used by Pierre Calame are articulated to the more usual ones drawn from economists' literature.** First, he withdraws the market from the management of what this literature words as externalities which are an outcome of the production of all kinds of goods including these « **standard** » ones, and **damage our natural heritage** ; just as he advocates an off-market management of non-renewable resources which scarcity must be shared among all people, according to rules of equity. Finally he insists on the necessary non private way to manage,

especially these new goods, originated from the progress in information and bio technologies and which are non-economic by nature. Then we have got a delimitation that may be considered as relevant by many people, there is still to discuss the propositions of « **management** » **modes for this domain.**

• *Goran Hyden : L'économie de l'affection et l'économie morale dans une perspective comparative : qu'avons-nous appris ?*

On peut trouver à l'économie morale trois origines et en discuter des éléments de comparaison. La première, d'Asie du Sud-Est (James Scott, 1976), affirme principalement que le paysan manifeste un comportement économique spécifique centré sur la subsistance parce que, contrairement à l'entreprise capitaliste, il est à la fois une unité de consommation et une unité de production. La deuxième vient des pays industrialisés avec pour figure clé Karl Polanyi (1944) et son analyse de « la grande transformation » : la séparation de l'économie politique et de l'économie morale. Pour lui, avec l'industrialisation, l'économie n'est plus enchâssée dans le social ou le culturel, mais c'est plutôt le contraire. La troisième source d'économie morale est l'Afrique et spécialement la riche littérature produite par l'anthropologie économique et sociale sur les systèmes de parenté et les organisations sociales. Une tradition anthropologique française qui se focalise sur les modes de production et leurs conséquences sur la formation des valeurs : Meillassoux (1964, 1975) et Coquery-Vidrovitch. Tandis que Kopytoff (1987), Berry (1993) et Peters (1994) mettent en question le caractère durable des institutions coutumières locales et à la place démontrent l'ingénuité avec laquelle les acteurs africains réinventent, renégocient et adaptent leurs valeurs pour gérer les défis de leur existence.

Mais il y a lieu de considérer un concept complémentaire – l'économie de l'affection – pour mieux comprendre et analyser les choix et les comportements dans les pays où le capitalisme n'a pas encore pénétré la société et où la forme dominante de l'organisation économique et sociale est fondée sur les petites unités et la réciprocité en général. Malgré l'apparition des mécanismes de marché, les institutions et les comportements basés sur l'investissement dans les relations avec autrui continuent d'opérer.

Moral economy may be originated from three sources with elements of comparisons between them to be discussed. First, a South East Asia source (James Scott, 1976) states that any peasant has a specific behaviour centred on subsistence because, conversely to the case of a capitalist enterprise, he is both a producer and a consumer. Second, from the industrialised countries, the key character is Karl Polanyi (1947) and his analysis of the Great Transformation dividing political economy from moral economy. According to him economy is no longer embedded in the social and the cultural but the opposite is true. The third source is Africa and the abundant literature from economic and social anthropology about kinship systems and the social organisations from them. A French anthropological tradition focuses on modes of production and

their consequences on the process of value formation : Meillassoux (1964, 1975) and Coquery-Vidrovitch. Whereas, Kopytoff (1987), Berry (1993) and Peters (1994) question the sustainability of local traditional institutions and instead show the ingenuity with which African actors invent anew, discuss and adapt the values to deal with the challenge of their lives.

But it is relevant to consider a complementary concept – « **the economics of affection** » – **for a better understanding and analysing the choices and behaviours** in countries where capitalism is not pervasive in the whole society, up to now, and where the dominant form of organisation is based on small units and general reciprocity. Despite the emergence of market mechanisms, behaviours and institutions based on investments in relationships with others are still in operation.

• *Paul Jorion : Prix, vérité et socialité*

Sont réunies ici l'introduction et la conclusion d'un manuscrit intitulé *Le prix*.

L'introduction insiste sur le parallèle qui existe entre la manière dont le prix et la vérité fonctionnent pour cimenter les relations humaines au sein du tissu social, où le prix est la vérité des choses humaines exprimée en nombres et la vérité, le prix des choses humaines exprimé en mots.

La conclusion, qui résume l'ouvrage tout entier, prône un renversement de la thèse classique qui voit l'économique déterminer le social qui lui-même définit le politique pour mettre au contraire le politique au fondement du social qui détermine, lui, l'économique par le truchement du prix, envisagé comme phénomène de frontière au point de rencontre des statuts sociaux de l'acheteur et du vendeur. Il s'agit bien entendu de la théorie du prix formulée par Aristote. Le fondement du politique reste alors à définir comme émergent de la division du travail et de la rareté relative des individus au sein des *conditions* qui résultent de cette division.

Les données sur lesquelles l'auteur fonde sa thèse ont été récoltées par lui au cours de ses enquêtes de terrain, dans le domaine de la pêche en France et en Afrique, et dans celui de la finance, en Europe et aux États-Unis.

Have been gathered here the introduction and the conclusion of a manuscript entitled *Price*.

The introduction emphasizes the parallel existing between the way price and truth mould human relations within the social tissue, where price acts as the truth of human matters as expressed by numbers while truth is the price of things when expressed with words.

The conclusion, which summarizes the book in its entirety, proposes a reversal of the classical view according to which the economic determines the social which in its turn defines the political ; instead, the political is here presented as the ground of the social which then determines the economic through price seen as a border phenomenon where the social status of seller and buyer meet. This is of course nothing but Aristotle's theory of price formation. One is left with defining the political as emergent from the social division of labor

and the relative scarcity of individuals within the *conditions* resulting from such division.

The author's data were gleaned by him during fieldwork, in the fisheries of France and West Africa, and in the financial world of both Europe and the United States.

- *Stephen Kalberg : L'influence passée et présente des « visions du monde ». L'analyse wébérienne d'un concept sociologique négligé*

L'article propose une synthèse sur la définition par Max Weber des visions du monde et sur les différentes manières dont selon lui elles influent sur la formation des groupements sociaux. Il s'intéresse plus particulièrement à leur puissance de conservation ou d'évolution, ainsi qu'à leur capacité à servir de fondement et d'arrière-plan à 1° l'organisation méthodique et rationnelle de la vie, 2° à l'évolution historique et au changement social. Il aborde, pour finir, l'analyse que nous donne Weber d'une époque, la nôtre, dans laquelle les visions du monde ont perdu une bonne partie de leur importance première. Les sociétés ont-elles besoin de « visions du monde » ? Et lorsque celles-ci s'étiolent massivement, en résulte-t-il des conséquences significatives ? La conclusion est que le concept de vision du monde est tout à fait important pour l'analyse sociologique, quand bien même il a été jusqu'ici largement négligé.

Weber's definition of world views is summarized and the several ways in which world views in his sociology influence the formation of social groupings are outlined. The manner in which a « **sustaining** » and a « **dynamic** » autonomy characterize world views is noted ; their capacity to constitute foundational and « **background** » **forces for 1° a methodical-rational organization of life and 2° historical developments and social change** is also addressed. Finally, Weber's analysis of an epoch in which world views have lost a great deal of their original influence – namely, our own – is examined. Do societies « **require** » **world views** ? **Are the consequences significant when world views become severely weakened** ? World views, it is concluded, constitute a significant concept for sociological analysis, yet one heretofore widely neglected.

- *David Le Breton : Avoir question à tout : les sciences sociales*

La sociologie est foisonnante d'approches des hommes ou des sociétés, elle multiplie les angles de regard et les méthodes pour donner sens à l'action ou expliquer les mouvements incessants du social. Aucune analyse n'épuise les mouvements de sens. Toute analyse sociologique est une interprétation du social. La tâche des sciences humaines, et particulièrement sociales, n'est pas d'avoir réponse à tout, mais d'avoir question à tout et de mener l'interrogation

le plus loin possible, non pas pour le plaisir de déconstruire, mais pour observer les jeux de sens qui tiennent ensemble les liens sociaux.

Sociology abounds with approaches of men or societies, it multiplies the points of view and the methods to give sense to action or to the unceasing movements of the social. No analysis can exhaust the social complexity. Every analysis is an interpretation. Human sciences' task is not to give answer to everything but to question everything and to lead the interrogation as far as possible in order to observe the games of meaning that keep together social ties.

• **Nicolas Postel : *Institutionnalisme et hétérodoxie***

L'article défend la thèse suivante : il existe un paradigme institutionnaliste à même de fédérer les différentes hétérodoxies (marxiste, keynésienne, régulationniste, conventionnaliste...). Pour l'identifier, le plus simple est de partir des points d'accord entre les hétérodoxes sur la représentation du système économique, capitaliste, qu'ils étudient. Cette représentation commune les conduit à se doter d'une conceptualisation commune de l'économie comme « procès institutionnalisé », de l'acteur comme agent socialisé et des institutions comme formes prégnantes, mais évolutives qui constituent le cadre mais aussi l'horizon de l'agir humain.

The article defends the following thesis : there is a paradigm which we describe as institutionalist. This paradigm has the capacity of federate the various forms of heterodox theories in economics (Marxist, Keynesianism, radical institutionalism...). In order to identify it, the simplest way is to start the points of agreement between the heterodox schools on the representation of the system economic, capitalist, which they study. This common representation leads them to a common conceptualization of the economy as an « **institutionalized process** », **of the actor as a socialized agent, and of institutions as constraining and evolutionary structures** which constitute the framework but also the horizon of human action.

• **Henri Raynal : *Louée soit l'illusion ! (Maya n'existe pas)***

La physique des particules, pour certains, fait du réel une pure illusion ; la convergence avec le bouddhisme est saisissante. Pour défendre le concret contre une telle dissolution, il importe d'en comprendre la positivité, de le considérer comme une *œuvre*, comme l'invention de l'entreprise de la diversité (cosmique, humaine). Si le spectacle du monde est digne de notre émerveillement, inversement, les coulisses de son fonctionnement invisible et la vocation originelle des particules à engendrer la diversité ne le sont pas moins. Quelques règles du jeu fondamentales et l'aléa suffisent pour produire le prodige.

We cannot translate and still less summarize poetic philosophy...

• **Michel Renault** : *Une approche transactionnelle de l'action et de l'échange : la nature d'une économie partenariale*

Cet article s'attache à développer à partir de l'approche transactionnelle de l'action, issue des travaux de J. Dewey et A. Bentley, une approche renouvelée de l'échange renouant avec certaines intuitions de A. Smith. Il met en évidence la nature partenariale de l'économie dans la mesure où les individus ont besoin les uns des autres non seulement pour vivre (ou survivre) dans une société où règne la division du travail, mais également pour s'individualiser, se définir et définir les situations d'action dans lesquelles ils s'insèrent. Cette grille de lecture n'exclut pas l'instrumentalisme, le conflit ou l'opportunisme, mais considère que les processus communicationnels inhérents aux processus d'échange impliquent de prendre en compte les autres et instituent donc les individus en tant qu'individus moraux.

This paper, founded upon the transactional approach issued from the works of J. Dewey and A. Bentley, offers a new framework for dealing with economic transactions. By doing so we go back to some intuitions issued from A. Smith. It reveals the nature of a partnership economy because within a society characterized by the division of labour, individuals needs others for their own life, but also to define themselves, to become « selves », and to define the situation of action they are involved in. This framework doesn't exclude opportunism, conflict or strategic behaviour, but considers that the communicative processes underlying transactions necessitate the consideration of others, instituting individuals as moral individuals

• **Deogratias F. Rutatora et Stephen J. Nindi** : *Économie morale et développement endogène : le cas de la société matengo (Tanzanie)*

Prenant le peuple matengo comme cas d'étude, les auteurs présentent le concept et les principales caractéristiques de l'économie morale et du développement endogène pour montrer comment la communauté matengo a évolué dans le temps et comment elle a réussi à survivre dans un environnement fragile pendant plus de deux siècles. En se fondant sur le concept de développement endogène, le texte montre comment les Matengo ont combiné les éléments de stabilité et de mobilité dans leur propre environnement. Il essaie de mettre au jour les traits caractéristiques du développement endogène et de l'économie morale de la population matengo en se fondant sur une analyse de leur système de connaissances indigènes qui s'organise autour du système d'agriculture *ngolo*, de l'institution *sengu* et du *ntambo*, le système de gestion de l'utilisation des terres.

Taking Matengo people as a case study, the authors present the concept and the main characteristics of rural economy and endogenous development to show how the Matengo community has evolved along the years and how it has succeeded in order to survive in a fragile environment during more than two centuries. On the basis of the concept of endogenous development, the

paper shows how Matengo people have combined elements of stabilisation with elements of mobility. It tries to reveal the main traits of endogenous development and of moral economy in the Matengo population drawing upon an analysis of their indigenous system of knowledge which is organised on an agriculture system *ngolo*, an institution *sengu* and on *ntambo*, a system to manage the use of land.

• *Éric Sabourin : L'entraide rurale, entre échange et réciprocité*

À partir de regards croisés sur l'entraide agricole dans plusieurs sociétés rurales contemporaines, l'article interroge la nature et les principes économiques qui sous-tendent ces pratiques généralement définies comme un échange de services mutuels. L'analyse des formes ou structures de l'entraide et des valeurs qu'elles peuvent mobiliser ou produire révèle que, le plus souvent, celle-ci relève du principe de réciprocité et non pas uniquement de la catégorie de l'échange ou du troc.

Based on transversal outlooks about mutual assistance in several contemporaneous rural societies, the paper examines the nature and the economic principles which rule these practises usually defined as exchange of mutual services. Analysis of mutual help forms or structures and of the values they can mobilize or produce shows that these practises don't belong to the category of exchange, but to the reciprocity principle.

• *Jacques Sapir : Libre-échange, croissance et développement : quelques mythes de l'économie vulgaire*

Depuis l'échec du « cycle de Doha » dans le cadre de l'OMC, le libre-échange est directement attaqué. Ses partisans tiennent toujours le premier rang dans les médias et l'on n'ose guère évoquer publiquement le protectionnisme. Pourtant il y a une accumulation de travaux, tant théoriques qu'empiriques, qui jettent un nouvel éclairage sur le processus de libération du commerce. Non seulement le lien entre la croissance et l'expansion du commerce mondial semble avoir été à tout le moins faible, mais la libération du commerce est loin d'avoir engendré des résultats positifs pour les pays en voie de développement. Même les modèles d'équilibre général, une fois qu'ils intègrent des données réalistes, produisent des résultats qui font douter des bénéfices du libre-échange pour les pays pauvres ou en voie de développement. Le débat actuel se concentre sur les faiblesses méthodologiques des modèles traditionnels. Si tous les éléments pouvaient être introduits, il y a de fortes chances que les conclusions orthodoxes sur la libération du commerce soient renversées.

Since WTO Doha-round failure, free-trade is now openly under fire. Free-traders certainly are still on the forefront of the media scene and protectionism is not a word to be used but under closed doors. Still, there is an accumulation of works, part theoretical and part empirical shedding new light on trade liberalisation. Not only the link between trade expansion and world

economic growth in the 90's has been found to be weak to the very least but trade liberalisation is far to have so positive a change for developing countries. Even General Equilibrium models, once using more realistic data are giving results casting strong doubts on Free Trade benefits for developing or « poor » countries. **The ongoing debate is focusing now on traditional econometric models methodological weaknesses.** If all elements could be factored in there is a strong possibility that the mainstream conclusion about trade liberalisation benefits would be reversed.

• **Kazuhiko Sugimura : *Les paysans africains et l'économie morale***

Cet article tente d'étudier la spécificité de l'économie morale en Afrique et de développer le concept d'« économie de l'affection » de Goran Hyden. Nous utilisons deux points de vue analytiques.

Dans les communautés rurales que j'ai déjà étudiées en Afrique, les relations sociales sont d'abord réglées par la norme de « réciprocité générale » que l'on peut comparer au modèle de société primitive de Marshall Sahlins inspiré de Karl Polanyi. Dans ces communautés, il est admis que le riche offre davantage de biens et services pour les grandes occasions, comme le mariage ou les funérailles. Nous montrons, par exemple, que les programmes de crédits ruraux en Afrique sont confrontés au problème de faibles taux de remboursement, car ils sont appréhendés comme des dons.

Le second cadre de référence est la typologie des systèmes d'accumulation en Inde du Sud de Nakamura (1976). Il divise les éléments de la production agricole en trois catégories : les instruments de travail (outils et machines), les sujets du travail (qualification des travailleurs et organisation du travail), l'objet de travail (les terres arables et leur amélioration). L'économie de subsistance de l'Afrique rurale, dans laquelle les relations sociales sont des ressources productives plus appréciées que la terre et les machines, met l'accent sur une accumulation des compétences de travail. La richesse est, plutôt, accumulée socialement en relations interpersonnelles à des fins reproductives, à travers des activités de consommation.

This paper tries to study the specificity of moral economy in Africa and to develop the concept of « economics of affection » from Goran Hyden. We will use two analytical points of view.

In the rural communities I have studied in Africa, social relationships are primarily ruled by a norm of general reciprocity that we may compare to the model of primitive society from Marshall Sahlins inspired by Karl Polanyi. In these communities it is accepted that someone who is rich will offer more goods and services in special occasion as marriages and funerals. We show, for example, that the rural credit programmes in Africa are facing the problem of a low rate of repayment, because they are considered as gifts.

The second point of view draws from a typology of accumulation systems in South India by Nakamura (1976). He makes a division into three categories : tools of work (tools and machines), subjects of work (skills of workers and

organisation of workers), objects of work (arable land and its improvement). The substantive economy of rural Africa, where social relationships are productive resources that are appreciated higher than land and machines, stresses an accumulation of work competencies. Wealth is rather socially accumulated through interpersonal relationships for reproductive ends and consumption activities.

• **Gérard Toulouse : *Le mouvement éthique dans les sciences***

Essai d'analyse et mise en perspective du mouvement éthique dans les sciences, dont l'importance sociale va croissant. Une présentation à l'usage des chercheurs et du grand public.

An attempt to describe and set in perspective the ethical movement in the sciences, whose social importance keeps growing. Presentation for the use of scientists and lay citizens.

• **Shuo Yu : *Aperçu transculturel de trois rencontres Europe-Chine***

La rencontre Europe-Chine a créé une histoire commune. Nous distinguons trois cycles de rencontres à partir de l'arrivée des Jésuites en Chine à la fin de la Renaissance. Elles diffèrent selon l'historicité de chacune, leur nature, les types de questionnement, les lieux, les acteurs et leur identité. Les uns comme les autres se sont métamorphosés, de l'homme sacré à l'homme héroïque, puis à l'homme économique. Il est temps d'inventer de nouvelles manières de se rencontrer en considérant l'homme écologique.

The China Europe encounter created a common history. We distinguish three cycles since the arrival of the Jesuits in China at the end of the Renaissance. They differ in their own historicity, their nature, the kinds of questions, the scene, the actors and their identities. Mankind in this common history has metamorphosed, from the sacralized man to heroic man, and then to economic man. It is time to invent new kinds of encounters considering ecological man.

• **Cosimo Zene : *Don et vendetta en Sardaigne***

Cet article, qui est une partie d'un ouvrage plus vaste à paraître, expose les principes généraux et la cosmologie sous-jacente du système du don/contre-don pratiqué dans le centre de la Sardaigne. Le don (*imbiatu*) est présenté comme un « fait social total » en raison du rôle crucial qu'il joue dans la vie de la communauté, animé par la motivation à « être et appartenir ». Si la tradition (*su connotu*), qui inclut les lois coutumières – fréquemment en opposition aux lois de l'État –, a débouché sur le « code de la vendetta barbare », elle a aussi encouragé le système du don/contre-don (*imbiatu*), utile complément au caractère éthique mais non concluant (*inconclusive*) du code de la vendetta. Ce système archaïque n'est pas nécessairement anti-moderne, antirationnel et prélogique, contrairement à ce qu'ont tendance à

affirmer certains psychologues, psychiatres ou criminologues. Au contraire, la tradition, dont procèdent à la fois le don et la vendetta, met en valeur le rôle des femmes, vues comme les donneuses de vie qui choisissent la vie plutôt que la mort et la vengeance.

This essay, part of a wider forthcoming publication, discusses the general principles and the underlying cosmology upon which gift-giving in central Sardinia rests. Gift-sending (*imbiatu*) is presented as a « total social fact » reflecting the key role it plays in community life and the motivating force behind « being and belonging ». If tradition (*su connotu*), including customary law – often in opposition to state law – has resulted in delivering the « code of vendetta barbaricina », it has also stimulated a gift-giving system (*imbiatu*) which positively complements the ethical but « inconclusive » code of vendetta. This « archaic » system is not necessarily anti-modern, anti-rational and pre-logic, as some psychologists, psychiatrists and criminologists have tended to underline. On the contrary, the common tradition which supports both gift-sending and the code of vendetta accentuates the role of women as gift-givers who choose life over death and vendetta.